Déclaration de Mme Laurence Boone, secrétaire d'État chargée de l'Europe, sur le soutien de l'Union européenne après le séisme en Turquie et en Syrie, le conflit en Ukraine et la question de la compétitivité, à Bruxelles le 21 février 2023.

2023-02-21

Mme Laurence Boone : "Cette nuit, la population turque et la population syrienne ont été touchées par un second séisme. Bien évidemment, nous allons répondre à toutes les demandes du gouvernement turc et des habitants de la région pour aider les populations turques et syriennes. D'abord, à la demande du Président de la République, 140 secouristes sont déjà sur place. Puis, dans le cadre du mécanisme de protection civile européen, nous fournissons des hôpitaux, de l'aide humanitaire, des couvertures, des tentes, du lait infantile. Et puis, pour les populations syriennes, étant donné l'état du régime, nous passons par les ONG comme l'agence des catastrophes turques et par l'ONU pour apporter de l'aide financière, humanitaire et des secours.

Ensuite, ce Conseil européen va se concentrer sur l'Ukraine et puis sur les questions de compétitivité :

- Sur l'Ukraine, il y a en cours le 10e paquet de sanctions qui a été discuté hier par les ministres des Affaires étrangères. Puis, nous étudions comment utiliser la facilité européenne de paix pour faire des achats de munitions conjoints, ce qui sera discuté ensuite par les ministres de défense début mars.

- En ce qui concerne la question de la compétitivité, aujourd'hui nous allons travailler à la mise en œuvre de l'accord qui a été trouvé au Conseil européen de février sur la réponse à l'IRA, et c'est 400 milliards de flexibilité d'aides d'État, de crédits d'impôts, de flexibilité des fonds de résilience et de cohésion. C'est également la réforme du marché de l'électricité. Comme vous le savez, nous aurons des propositions de la Commission le 14 mars. Nous, la France, nous voulons faire baisser les prix et les fluctuations des prix. Quand on parle de compétitivité, on parle aussi d'outils commerciaux plus offensifs, les instruments anti-subventions par exemple, et également le fait que nous ne laisserons pas venir sur nos marchés publics des entreprises de pays tiers qui n'ouvrent pas leur marché.

Enfin, il y aura un petit passage sur la réforme de la gouvernance économique. Vous savez que les ministres de l'économie et des finances discutent de la réforme des règles budgétaires. Ce que nous voulons est très clair : ce sont des règles qui permettent la croissance, la soutenabilité de la dette mais aussi des investissements qui soient appropriés à chaque pays".

Do you support the concerns expressed by the netherlands for a better implementation of the sanctions against Russia. Do you consider the deutch idea of establishing a watchdog for a better implementation of the sanctions against Russia as a good idea ?

Mme Laurence Boone : So what we are working on is to avoid any circumventing of the sanctions. Where sanctions are being implemented, we don't want other countries to help Russia go around the sanctions and escape them.

You always say we have to support Ukraine but avoid the clash, the direct confrontation with Russia. How can you make this balance these days ?

Mme Laurence Boone : I think the French Republic President has been very clear. We're providing as many weapons and ammunitions and material as needed by Ukraine, as long as it is helpful right now and not in six months' time, as long as it doesn't deplete our own material for defense, and as long as it doesn't lead to escalation.

Speaking on sanctions, 18 Russian MPs who arz under the sanctions regime of the EU are expected this week to come to Vienna to participate in a meeting of the organization for cooperation in European security. Do you think the Austrian government handled this in the best possible way ?

Mme Laurence Boone :I think we're going to have a lot of sanctions announced this week. It's the tenth package of sanctions. It will target people, it will target firms, and it will prevent money and military materials to go to Russia. I think that's what matters.

On the use of frozen assets to rebuild Ukraine, what are the main legal obstacles in this process and will it be raised in today's meeting ?

Mme Laurence Boone : There is a working group on this because we always want, unlike some other country, to abide by international rules. We won't do anything that is not legal and that's what we're looking at.

Source https://ue.delegfrance.org, le 23 février 2023

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/288326-laurence-boone-21022023-ue-seisme-aide-turquie-et-syrie-conflit-ukraine